

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité Administrative – bâtiment A
24016 PERIGUEUX CEDEX

PERIGUEUX, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZAMPERINI Alessandro

Société AZ SAS

ZI La Seguinie
24480 Le Buisson-De-Cadouin

Références : **UBD24-47/0123/2025**
Code AIOT : **0005211640**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du 07/03/2025 de l'établissement du site de de la société AZ SAS représentée par M. ZAMPERINI Alessandro implanté au lieu-dit "Les prés pourris" sur la commune du SORAC EN PERIGORD (24170). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M. ZAMPERINI Alessandro
- "Les prés pourris" sur la commune du SORAC EN PERIGORD (24170)
- Code AIOT : 0005211640
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite à la visite d'inspection du 13 juin 2024 ayant donnée lieu à une mise en demeure, monsieur ZAMPERINI Alessandro, par courrier du 26 septembre 2024, s'était engagé à régulariser sa situation dans les délais impartis.

Lors de la visite du 07 mars 2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas respecté ses engagements.

Lors de ce contrôle, il a été constaté que des plots en béton avaient été déposés pour limiter l'accès au dépôt de déchets.

Cependant, les deux portails étant ouverts le passage reste donc libre en passant par l'intérieur de l'installation dont l'accès devrait être réglementé.

De plus, le tas des déchets, depuis la dernière visite d'inspection, a triplé de volume, ce qui prouve que les apports continus sans aucune surveillance.

Il a été, également, constaté, à nouveau, la présence de déchets susceptibles de contenir de l'amiante.

L'exploitant ne respecte pas ses engagements comme annoncé dans son courrier du 26 septembre 2024, ou celui-ci s'engageait à régulariser sa situation dans les délais impartis..

S'agissant du non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 05 novembre 2024, l'Inspection des installations classées propose à Mme la Préfète en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement un arrêté infligeant à l'exploitant une astreinte administrative journalière pour la :

- régulariser la situation administrative ou cessation d'activité avec évacuation totale du site **pour un montant de 200 €/jour ;**